

Le 4 octobre : un succès qui appelle une suite !

Plus d'un million de manifestants dans les rues, la journée de grèves et de manifestations unitaires a été un incontestable succès, dans le secteur privé, comme dans le secteur public, dépassant même en ampleur celle du 10 mars. Il s'agit d'un nouveau désaveu pour les orientations néolibérales portées par le président de la République et ses gouvernements successifs. L'arrivée du gouvernement Villepin n'a fait que prolonger les trois ans de son prédécesseur et a correspondu à de nouveaux coups portés aux salariés : contrat nouvelles embauches, mesures fiscales favorables aux couches les plus aisées, remise en cause de la progressivité de l'impôt, sanctions contre les chômeurs, modification des seuils sociaux, poursuite des privatisations et aggravation des attaques contre les services publics. De plus, le pouvoir d'achat des salariés stagne, voire diminue, alors même que les profits des entreprises explosent.

Dans cette situation, le succès de la journée du 4 octobre, soutenue par une très grande majorité de la population, est le signe d'un ras-le-bol profond dont le gouvernement ferait bien de prendre la mesure. Le gouvernement doit, s'il veut éviter une sérieuse crise sociale, prendre ses responsabilités et impulser l'ouverture de négociations, dans le privé comme dans le public, sur l'emploi, les salaires, la protection sociale et les services publics. En sera-t-il capable ? Les déclarations des principaux responsables gouvernementaux ne laissent guère d'espoir sur ce point.

Pour l'Union syndicale Solidaires, cette journée doit être le point de départ d'un processus de mobilisation permettant d'obtenir satisfaction sur les principaux dossiers en cours. Au-delà des journées d'actions sectorielles déjà prévues, comme par exemple dans la santé le 20 octobre, l'Union syndicale Solidaires est favorable à un nouveau rendez-vous de grèves et de manifestations interprofessionnelles afin de faire monter encore plus les exigences sociales portées par les salariés. Après une journée d'une telle ampleur, il est de la responsabilité du mouvement syndical de lui donner rapidement une suite dans l'unité.

Pour l'Union syndicale Solidaires, cette journée doit être le point de départ d'un processus de mobilisation de grande ampleur, dans la perspective d'une grève générale reconductible, permettant de faire céder le gouvernement. Concernant les services publics, la manifestation nationale du 19 novembre à l'initiative de la Fédération nationale des collectifs de défense des services publics sera une échéance particulièrement importante. L'Union syndicale Solidaires y prendra toute sa place.

Le 4 octobre 2005